

Gouvernance territoriale 2.0 : l'influence numérique au service des smart territoires

Territorial Governance 2.0: Digital Influence as a Lever for Smart Territories

GUERGUER Anass

*Doctorant chercheur, FSJES Ait Melloul, Université Ibn Zohr
Laboratoire des Etudes et Recherches en Sciences Economiques et de Management, Maroc*

JUIHIER EL Mahdi

Doctorant Chercheur, FSJES Agadir, Université Ibn Zohr, Équipe de Recherche Pluridisciplinaire en Gestion (ERPG), Maroc

EL JOUALI Adil

*Professeur Chercheur, FSJES Ait Melloul, Université Ibn Zohr
Laboratoire des Etudes et Recherches en Sciences Economiques et de Management, Maroc*

Correspondence address:

FSJES Ait Melloul, Université Ibn Zohr

Cite this article

GUERGUER, A. JUIHIER, M., EL JOUALI, A. (2025).
Mentionnée Gouvernance territoriale 2.0 : l'influence
numérique au service des smart territoires. International
Journal of Economics and Management
Sciences, Volume 4, Issue 2 (2025), pp. 130-153

Résumé :

Dans un contexte de transition numérique accélérée, la gouvernance territoriale connaît une transformation profonde. L'émergence des *smart territories* incarne une réponse stratégique aux enjeux complexes de développement local. Cette recherche analyse le rôle structurant de l'influence numérique dans la reconfiguration des pratiques de gouvernance à l'échelle territoriale. À travers une approche empirique menée auprès de 100 acteurs territoriaux, l'étude démontre l'existence de corrélations fortes entre l'usage des outils numériques et quatre dimensions clés : la visibilité du territoire, la participation citoyenne, la légitimité perçue des politiques publiques et l'image de marque.

La gouvernance territoriale 2.0 se caractérise par l'intégration des technologies digitales, la mobilisation des parties prenantes, et une communication interactive. Loin d'être un simple outil de communication, l'influence numérique devient un vecteur stratégique d'adhésion, de transparence et d'innovation démocratique. Toutefois, cette dynamique soulève des défis liés à la fracture numérique, à la cybersécurité et à la représentativité des influenceurs.

Mobilisant une approche pluridisciplinaire, l'étude s'appuie sur quatre cadres théoriques : l'espace public numérique, la gouvernance collaborative, la théorie de l'acteur-réseau et le capital social digital. Elle invite à repenser la gouvernance territoriale comme un processus adaptatif, participatif et numériquement médié.

Mots-clés : Gouvernance territoriale 2.0, Attractivité territoriale, Smart territories, Influence numérique.

Abstract :

In the context of accelerated digital transformation, territorial governance is undergoing a profound shift. The emergence of *smart territories* represents a strategic response to the complex challenges of local development. This research analyzes the structural role of digital influence in reshaping governance practices at the territorial level. Based on an empirical study conducted with 100 territorial actors, the findings reveal strong correlations between the use of digital tools and four key dimensions: territorial visibility, citizen participation, perceived legitimacy of public policies, and territorial branding.

Territorial governance 2.0 is defined by the integration of digital technologies, stakeholder engagement, and interactive communication. Far from being a mere communication tool, digital influence becomes a strategic lever for enhancing public engagement, transparency, and democratic innovation. However, this evolution also raises challenges related to the digital divide, cybersecurity, and the representativeness of influencers.

Adopting a multidisciplinary approach, the study draws on four theoretical frameworks: the digital public sphere, collaborative governance, actor-network theory, and digital social capital. It invites a rethinking of territorial governance as an adaptive, participatory, and digitally mediated process one that aligns with the imperatives of sustainable, inclusive, and resilient territorial development.

Keywords : Territorial governance 2.0, Territorial attractiveness, Smart territories, Digital influence, Citizen participation.

Introduction

Dans un contexte mondial marqué par l'accélération de la transition numérique, la gouvernance territoriale est confrontée à une redéfinition profonde de ses modalités d'action, de ses instruments et de ses finalités. Les territoires, en tant qu'espaces de coordination d'acteurs publics, privés et citoyens, se trouvent à l'intersection de dynamiques multiples : urbanisation croissante, pressions environnementales, exigences de transparence démocratique, et aspirations à une meilleure qualité de vie. Face à ces défis, l'émergence des smart territories ou territoires intelligents illustre la volonté de réinventer les modes de gestion locale par l'intégration des technologies numériques, de l'innovation sociale et de la participation citoyenne. Ces territoires ne se limitent plus à la simple digitalisation des services publics, mais visent une transformation systémique fondée sur l'exploitation intelligente des données, la gouvernance collaborative et la co-construction de solutions durables.

Dans cette optique, la gouvernance territoriale 2.0 apparaît comme un nouveau paradigme d'action publique locale, caractérisé par l'ouverture, l'interactivité et la personnalisation des processus décisionnels. Elle s'appuie sur des dispositifs numériques favorisant l'agilité institutionnelle, l'inclusion des parties prenantes, et la coordination multi-niveau. Parmi les outils mobilisés dans cette gouvernance renouvelée, l'influence numérique occupe une place stratégique croissante. Initialement confinée aux domaines du marketing commercial, l'influence numérique s'est progressivement imposée dans la sphère publique, notamment sous la forme de campagnes de sensibilisation portées par des influenceurs digitaux, de mobilisations citoyennes sur les réseaux sociaux, ou encore de plateformes participatives de co-production des politiques publiques.

Loin de constituer un simple vecteur de communication, l'influence numérique représente aujourd'hui un instrument de gouvernance à part entière, capable de structurer les perceptions collectives, d'orienter les comportements sociaux, et de renforcer la légitimité des actions publiques. Son intégration dans les stratégies territoriales permet aux collectivités de répondre à une double exigence : accroître leur attractivité dans un environnement concurrentiel globalisé, tout en renforçant le lien de proximité avec les citoyens à travers des canaux de communication directs, interactifs et souvent perçus comme plus authentiques. Elle contribue ainsi à la construction d'une identité territoriale partagée, à la mobilisation des ressources locales, et à l'implication active des acteurs dans les projets de développement territorial.

Ce tournant numérique dans la gouvernance appelle cependant à un examen critique. Si l'influence numérique offre des opportunités indéniables en matière de visibilité, d'engagement

citoyen et de dynamisation de l'innovation territoriale, elle soulève également des interrogations relatives à la représentativité des influenceurs mobilisés, à la transparence des processus d'influence, à la protection des données personnelles, ainsi qu'à la durabilité des effets produits. En outre, l'usage intensif des technologies de l'information dans la gestion des territoires peut générer de nouvelles formes d'inégalités, notamment en termes d'accès aux outils numériques, de compétences numériques ou de capacité d'expression dans l'espace public virtuel.

Face à ces enjeux, la présente contribution scientifique se propose d'analyser le rôle de l'influence numérique dans la refondation de la gouvernance territoriale à l'ère des smart territories. Elle s'articulera autour de la problématique suivante : **Dans quelle mesure l'influence numérique constitue-t-elle un levier stratégique de gouvernance territoriale en faveur d'un développement intelligent, inclusif et durable des territoires ?** Pour y répondre, l'étude adoptera une démarche théorique et empirique combinant une analyse critique des modèles de gouvernance territoriale 2.0, une exploration des dispositifs d'influence numérique, ainsi qu'un examen des pratiques innovantes observées dans certains territoires pionniers.

Cette réflexion s'inscrit dans une perspective pluridisciplinaire, à la croisée de la science politique, des études en gestion publique, de la sociologie des usages numériques et du marketing territorial. Elle vise à éclairer les conditions d'émergence d'une gouvernance digitale responsable, fondée sur la participation, la transparence et l'efficacité, à l'heure où l'enjeu n'est plus seulement d'informer, mais de co-construire des territoires intelligents avec et pour les citoyens.

1. Gouvernance territoriale 2.0 et mutations numériques

Dans cette dynamique de mutation des cadres d'action publique, la gouvernance territoriale apparaît comme un champ privilégié d'observation des recompositions institutionnelles à l'ère numérique. Elle ne constitue pas un simple prolongement des logiques de gestion locale, mais bien un changement de paradigme qui réinterroge les rôles, les interactions et les modes de coordination entre les acteurs du territoire. L'introduction progressive des technologies digitales dans les sphères locales de décision et de participation invite ainsi à revisiter les fondements conceptuels de la gouvernance territoriale, en mettant en lumière ses évolutions historiques, ses objectifs renouvelés et ses formes émergentes. Il convient dès lors d'examiner les transformations successives qu'a connues ce concept, afin de mieux appréhender les logiques sous-jacentes à son adaptation au contexte numérique contemporain.

1.1. Du paradigme traditionnel à la gouvernance territoriale 2.0

La gouvernance territoriale, entendue comme un mode de coordination décentralisée des acteurs autour des affaires locales, s'est développée en rupture avec les modèles traditionnels de gestion publique, historiquement fondés sur des logiques centralisées, hiérarchiques et sectorisées. Dans le paradigme wébérien de l'administration publique, l'action était conçue comme un processus linéaire, descendant et fondé sur la séparation stricte entre décideurs et exécutants, l'État jouant un rôle univoque de régulateur, planificateur et financeur (Weber, 1922/1971).

Ce modèle classique, dominant jusqu'au milieu du XXe siècle, a progressivement montré ses limites dans un contexte de complexification des problèmes publics, d'hétérogénéité des territoires, et d'émergence de nouveaux acteurs institutionnels et sociaux. L'émergence des théories de la gouvernance dans les années 1990 a permis de proposer une relecture des dynamiques publiques locales, en mettant l'accent sur les logiques d'interdépendance, de négociation et de partenariat entre parties prenantes (Rhodes, 1996 ; Pierre & Peters, 2000). Ce tournant a introduit l'idée que la production de l'action publique ne relevait plus exclusivement de la sphère étatique, mais reposait sur des configurations d'acteurs en réseau, agissant selon des logiques d'interaction horizontale.

Dans cette perspective, la gouvernance territoriale est définie comme un ensemble de processus décisionnels multi-acteurs et multi-niveaux visant la co-construction des politiques publiques à l'échelle locale (Healey, 1997 ; Hamdouch & Demazière, 2009). Elle repose sur des principes d'ouverture, de subsidiarité, de coordination et d'ancrage territorial, dans une optique d'adaptation aux spécificités socio-spatiales des territoires. Le passage de la gestion publique à la gouvernance traduit ainsi un changement de référentiel managérial et institutionnel, marqué par la reconnaissance des ressources locales, l'importance des dispositifs participatifs et la valorisation des capacités collectives d'innovation.

À cette transformation structurelle s'ajoute une mutation technologique : l'intégration progressive des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la gestion territoriale a contribué à l'émergence d'un nouveau type de gouvernance, qualifié de « gouvernance territoriale 2.0 » (Chatwin & Arku, 2017 ; Belkziz, 2020). Celle-ci se caractérise par l'usage stratégique des outils numériques plateformes collaboratives, open data, réseaux sociaux, intelligence artificielle qui permettent de renouveler les modalités de participation, d'améliorer la transparence des processus décisionnels, et de renforcer l'efficacité des services publics locaux. La gouvernance 2.0 introduit ainsi des pratiques de coproduction numérique de

la décision publique, fondées sur l'interactivité, la traçabilité de l'information et la réactivité en temps réel.

Ce basculement du paradigme bureaucratique vers un modèle numérique et collaboratif ne renvoie pas uniquement à une modernisation technique, mais s'inscrit dans une évolution systémique des rapports entre pouvoir, information et territoire. Il témoigne d'un processus d'hybridation entre les dimensions institutionnelles, sociales et technologiques de la gouvernance, plaçant l'innovation organisationnelle, participative et digitale au cœur des dynamiques de gouvernance locale contemporaine. Ce processus ouvre la voie à de nouvelles configurations de pilotage territorial, plus adaptatives, distribuées et orientées vers la construction de territoires intelligents (smart territories), dans lesquels les dispositifs numériques agissent comme facilitateurs de coordination, d'inclusion et de légitimation.

1.2.Objectifs et enjeux

La gouvernance territoriale contemporaine est caractérisée par une complexité croissante des contextes socio-économiques, institutionnels et environnementaux, qui exigent une redéfinition des objectifs stratégiques des collectivités territoriales (Dupont & Martin, 2020). Les finalités de la gouvernance territoriale dépassent la simple administration locale pour embrasser une vision intégrée de développement durable, alliant efficacité, équité et légitimité (Roux, 2018). Sur le plan de l'efficacité, l'objectif est d'optimiser la gestion des ressources publiques et d'améliorer la qualité des services offerts aux citoyens, notamment par le recours aux outils numériques favorisant la transparence et la coordination entre acteurs (Lemoine, 2019). La légitimité des processus décisionnels repose sur la participation effective des usagers et la transparence, renforçant ainsi la confiance et l'acceptabilité sociale des politiques territoriales (Bertrand & Chalifour, 2021).

La cohésion sociale demeure un enjeu majeur, la gouvernance territoriale devant contribuer à la réduction des inégalités spatiales et sociales, et à la promotion d'une inclusion territoriale équitable (Nguyen, 2022). Par ailleurs, les enjeux environnementaux, notamment la transition écologique et la résilience face aux risques climatiques, imposent une intégration systématique des dimensions environnementales dans les stratégies territoriales (Klein & Dupuis, 2020).

Enfin, la gouvernance territoriale contemporaine doit s'adapter à une complexité institutionnelle accrue, nécessitant une coordination multiniveaux efficace entre les échelons locaux, régionaux et nationaux, ainsi qu'une collaboration avec les acteurs privés et la société civile (Simon, 2017). Cette articulation garantit la cohérence des politiques publiques et l'optimisation des ressources (Muller & Fontaine, 2019).

Ainsi, les objectifs et enjeux contemporains traduisent une mutation paradigmatique vers une gouvernance territoriale plus intégrée, participative et durable, capable de répondre aux défis complexes du XXI^e siècle (Durand, 2021).

1.3. La gouvernance territoriale à l'épreuve du numérique

La gouvernance territoriale 2.0 constitue une évolution paradigmatique majeure dans la gestion des collectivités territoriales, marquée par l'intégration systématique des technologies numériques dans les processus décisionnels. Cette mutation, loin d'être une simple adoption technologique, incarne un changement profond des modes de gouvernance, orienté vers plus de transparence, d'efficacité et de participation démocratique (Castells, 2015). En effet, les collectivités territoriales, traditionnellement perçues comme des entités souvent rigides et bureaucratiques, sont aujourd'hui appelées à se réinventer dans un contexte où les attentes des citoyens, les enjeux environnementaux et les défis socio-économiques exigent une gouvernance plus agile et inclusive.

L'intégration des technologies digitales permet d'enrichir considérablement la base informationnelle sur laquelle repose la prise de décision publique. Par le biais de systèmes d'information géographique (SIG), de plateformes collaboratives et de tableaux de bord décisionnels, les gestionnaires territoriaux disposent désormais d'outils capables de collecter, d'analyser et de visualiser en temps réel des données diversifiées et multidimensionnelles (Meijer & Bolívar, 2016). Cette exploitation optimisée des données améliore la capacité d'anticipation des besoins, de gestion des risques et d'évaluation des politiques publiques, en assurant une meilleure adéquation entre les décisions prises et les réalités territoriales. Ainsi, la gouvernance territoriale 2.0 repose sur une démarche de décision fondée sur la preuve (evidence-based decision making), qui promeut une meilleure efficacité dans l'allocation des ressources et dans la mise en œuvre des projets locaux.

Par ailleurs, la digitalisation des processus décisionnels favorise une communication plus fluide et interactive entre les collectivités et leurs administrés. À travers les modules de participation citoyenne, tels que les forums en ligne, les consultations numériques et les outils de sondage interactifs, la gouvernance territoriale 2.0 installe un dialogue continu et co-constructif. Cette ouverture accrue vers les citoyens contribue non seulement à renforcer la légitimité des décisions publiques, mais aussi à dynamiser la démocratie locale en intégrant la diversité des attentes sociales et en facilitant la prise en compte des enjeux d'inclusion et d'équité (Bannister & Connolly, 2014). Cette participation numérique est d'autant plus cruciale qu'elle permet de

dépasser les limitations classiques des processus décisionnels top-down, pour tendre vers une gouvernance horizontale plus collaborative.

La dimension organisationnelle n'est pas en reste : la transformation numérique optimise la coordination entre les différents acteurs territoriaux (services publics, partenaires privés, associations, citoyens) et permet une gestion intégrée des ressources financières, humaines et matérielles (Nam, 2019). La dématérialisation des procédures administratives réduit les formalités lourdes et les délais de traitement, tout en augmentant la traçabilité et la transparence des décisions (Scholl, 2017). Ces améliorations contribuent à restaurer la confiance entre les citoyens et leurs institutions locales, à travers une gouvernance plus responsable, réactive et orientée vers la performance.

Néanmoins, ce processus de transformation soulève des défis majeurs. La protection des données personnelles et la cybersécurité sont devenues des préoccupations centrales, imposant la mise en place de cadres réglementaires robustes et adaptés aux risques spécifiques liés à la gouvernance numérique (Mergel, 2016). Par ailleurs, la fracture numérique demeure un obstacle à une participation pleinement inclusive, en particulier dans les zones rurales ou défavorisées où l'accès aux technologies et aux compétences digitales est limité. La montée en compétence des agents publics est donc indispensable pour assurer la maîtrise des nouveaux outils numériques et la conduite du changement organisationnel. Il s'agit d'un défi de formation continue et d'accompagnement, qui doit être intégré dans les politiques publiques locales pour garantir une transition numérique équitable et pérenne.

Enfin, la gouvernance territoriale 2.0 s'inscrit dans une perspective plus large de développement durable et d'innovation sociale, en accord avec les objectifs globaux de transformation des territoires (Kettunen & Kallio, 2020). Elle permet de répondre aux exigences contemporaines en matière d'efficacité, d'éthique et de démocratie participative, tout en valorisant l'appropriation locale des technologies comme levier de souveraineté et d'autonomie territoriale. Ainsi, la gouvernance numérique ne se limite pas à une évolution technique, mais constitue une véritable transformation socio-institutionnelle, appelée à remodeler durablement les relations entre les collectivités, les citoyens et les acteurs économiques.

2. L'influence numérique comme levier de transformation des territoires

À l'ère du numérique, l'influence digitale s'impose comme un levier stratégique incontournable dans la transformation des territoires. Elle dépasse largement le simple cadre de la communication pour s'inscrire dans une dynamique globale de mobilisation des ressources informationnelles et sociales, favorisant la participation citoyenne, l'attractivité locale et la

gouvernance collaborative. Cette influence s'exprime à travers une multitude d'acteurs et d'outils numériques qui redéfinissent les rapports entre pouvoirs publics, habitants et entreprises, en intégrant les nouvelles technologies de l'information et de la communication au cœur des processus territoriaux.

Par ailleurs, cette mutation numérique génère une complexification des mécanismes d'influence, désormais structurés autour d'écosystèmes digitaux mêlant plateformes, algorithmes et communautés virtuelles. Comprendre ces formes d'influence et leurs implications est essentiel pour saisir comment les territoires s'adaptent et se transforment dans un environnement numérique en constante évolution. La typologie de l'influence numérique se révèle donc plurielle, allant des micro-célébrités locales aux dispositifs algorithmiques, en passant par les réseaux d'influenceurs spécialisés dans le secteur public.

2.1. Définition et typologie de l'influence numérique dans les territoires

L'influence numérique se définit comme l'ensemble des processus sociotechniques par lesquels des individus, des groupes ou des institutions agissent sur les opinions, les comportements ou les décisions d'autrui via des technologies numériques. Cette influence est rendue possible par l'usage intensif de plateformes en ligne, de dispositifs algorithmiques et de formes inédites de capital symbolique digital (Kaplan & Haenlein, 2010 ; Margetts, John, Hale & Yasseri, 2015). Dans cette optique, le numérique ne constitue pas seulement un vecteur de communication, mais un espace d'intermédiation, où se redéfinissent les rapports d'autorité, de légitimité et de pouvoir dans l'espace public.

Les principaux vecteurs de cette influence sont les influenceurs, les micro-célébrités, les plateformes numériques et les algorithmes de recommandation. Les influenceurs, entendus comme des individus disposant d'une forte visibilité numérique et d'une capacité à modeler les représentations collectives, jouent un rôle crucial dans la circulation des idées et des valeurs (Abidin, 2016). Les micro-célébrités locales, quant à elles, incarnent une forme d'influence plus contextuelle et territorialisée, fondée sur la proximité et la crédibilité perçue à l'échelle locale (Senft, 2013). Ces acteurs opèrent souvent via des plateformes telles que Facebook, Instagram, X (anciennement Twitter) ou TikTok, dont les logiques algorithmiques orientent la visibilité des contenus selon des paramètres qui échappent, en partie, à la compréhension des utilisateurs (Gillespie, 2014).

Dans le contexte du secteur public, l'influence numérique prend des formes spécifiques : campagnes de communication institutionnelle, mobilisation citoyenne via les réseaux sociaux, actions de sensibilisation ou encore déploiement de dispositifs d'e-consultation et d'e-

participation. Ces pratiques illustrent une volonté croissante des institutions publiques de s'inscrire dans les dynamiques de l'écosystème numérique, afin d'améliorer la transparence, de renforcer l'engagement citoyen et de construire une gouvernance plus interactive (Criado, Sandoval-Almazan & Gil-Garcia, 2013). Par conséquent, l'influence numérique ne saurait être réduite à un simple phénomène de marketing ou de viralité : elle constitue une nouvelle grammaire de l'action publique, fondée sur l'horizontalité, l'immédiateté et l'hybridation entre communication institutionnelle et production participative de sens.

2.2.Stratégies d'influence numérique dans les territoires

Dans le contexte contemporain de la transformation digitale des administrations et des collectivités territoriales, les stratégies d'influence numérique se présentent comme des leviers essentiels de modernisation de la gouvernance locale. Ces stratégies visent à renforcer l'interaction entre les institutions publiques et les citoyens, tout en consolidant l'attractivité territoriale à travers des techniques issues du marketing territorial et de la communication stratégique (Paquette & Revez, 2012 ; Zenker & Jacobsen, 2015). La mobilisation des outils numériques, notamment les réseaux sociaux, les portails institutionnels, les applications mobiles et les campagnes multicanales, permet une diffusion plus large, ciblée et engageante des messages publics. L'objectif sous-jacent est double : accroître la visibilité du territoire dans un environnement concurrentiel globalisé, et favoriser l'adhésion des populations locales aux projets de développement territorial (Mossberger, Wu & Crawford, 2013).

La mise en œuvre de récits numériques co-construits, à travers des pratiques de storytelling territorial, représente un axe stratégique de ces dispositifs. Le storytelling agit comme une technologie narrative au service de la valorisation des ressources immatérielles du territoire : patrimoine, identité collective, trajectoires de transformation, dynamiques sociales (Lévy & Lussault, 2013 ; Bouilloud & Deslandes, 2015). En inscrivant le territoire dans une histoire partagée, ces récits numériques participent à l'élaboration d'une image de marque cohérente, différenciante et mobilisatrice, favorisant l'appropriation par les parties prenantes internes (citoyens, agents publics, acteurs économiques) autant qu'externes (investisseurs, visiteurs, institutions partenaires). L'influence numérique devient alors un outil stratégique au service de la compétitivité territoriale et de la construction identitaire.

En parallèle, les dispositifs de e-participation tels que les plateformes de consultation citoyenne, les applications de signalement, ou les forums numériques délibératifs ouvrent la voie à une participation plus inclusive et interactive des citoyens à la vie publique (Sæbø, Rose & Flak, 2008 ; Medaglia, 2012). Ces outils, inscrits dans une logique de gouvernance collaborative,

permettent de renforcer la légitimité des décisions publiques, en favorisant la transparence, la responsabilité et l'ancrage local des politiques publiques. Dans cette perspective, l'influence numérique ne se limite pas à un simple transfert de contenus, mais s'inscrit dans une dynamique de co-production de la décision publique, à travers des formes renouvelées d'implication des citoyens dans la fabrique des territoires.

2.3. Acteurs et dynamiques de l'influence territoriale

L'influence numérique dans les territoires résulte de l'interaction dynamique entre une pluralité d'acteurs institutionnels, économiques, technologiques et citoyens, dont les rôles sont à la fois différenciés et complémentaires. Les collectivités territoriales occupent une position centrale dans ce dispositif en tant qu'initiatrices des politiques publiques numériques. Conscientes des enjeux liés à la transformation digitale de l'action publique, elles développent des stratégies visant à moderniser la communication institutionnelle, renforcer la transparence et améliorer la qualité des services rendus à la population (Esteve, Urueña, & Rojas-Martín, 2022). Pour ce faire, elles s'associent fréquemment à des acteurs innovants, notamment des startups spécialisées dans la civic tech, capables de fournir des solutions agiles pour la gestion des données territoriales, la participation citoyenne ou encore la création d'écosystèmes interactifs de communication (Margetts & Dunleavy, 2013).

Les citoyens connectés, souvent désignés comme des "prosumers" (producteurs-consommateurs), constituent un levier stratégique de cette influence. Grâce à leur capacité à produire, commenter et relayer du contenu en temps réel, ils participent activement à la construction de la réputation numérique d'un territoire (Bruns, 2008). L'émergence de plateformes participatives et d'outils numériques inclusifs facilite cette implication, tout en contribuant à la réappropriation des espaces publics décisionnels par les citoyens (Smith, 2009). En ce sens, les dispositifs de civic tech ne sont pas de simples interfaces techniques, mais des catalyseurs de renouveau démocratique et de gouvernance collaborative (Michels & De Graaf, 2010).

Par ailleurs, l'influence territoriale numérique se structure autour de réseaux multi-acteurs, marqués par une forte interconnexion entre sphères publiques, privées et communautaires. Ces réseaux fonctionnent selon des logiques réticulaires, où l'information circule de manière fluide et décentralisée, créant ainsi un écosystème propice à l'innovation sociale et à la transformation des pratiques de gouvernance (Castells, 2011). Dans ce cadre, l'influence numérique ne réside pas uniquement dans le pouvoir de persuasion d'un acteur unique, mais dans la capacité

collective à co-produire du sens, à amplifier des récits territoriaux et à ancrer les politiques publiques dans les attentes sociétales.

3. Revue de littérature

La compréhension du rôle que joue l'influence numérique dans la transformation des territoires requiert une mobilisation d'approches théoriques issues des sciences sociales, de la communication et de l'analyse territoriale. Ces cadres permettent de saisir les logiques sous-jacentes à l'émergence de nouvelles formes d'interactions, de gouvernance et d'action publique au sein des espaces territoriaux connectés.

3.1. La théorie de l'espace public (Habermas, 1962)

La compréhension des mécanismes par lesquels l'influence numérique façonne la transformation des territoires nécessite un ancrage théorique solide, mobilisant des apports issus des sciences sociales, de la communication numérique et des études territoriales. L'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) a non seulement modifié les modes de diffusion de l'information, mais a également bouleversé les relations entre institutions, citoyens et acteurs territoriaux (Castells, 2015). Dans ce contexte, les dynamiques territoriales sont de plus en plus marquées par des processus d'intermédiation numérique, dans lesquels les flux d'informations, les récits, les perceptions et les représentations sont continuellement produits, négociés et reconfigurés à travers des dispositifs numériques.

Ces transformations affectent en profondeur les modes de gouvernance, les formes d'engagement citoyen et les instruments de pilotage territorial. L'influence numérique, entendue comme la capacité d'agir sur les comportements, les opinions et les décisions à travers les outils numériques, apparaît ainsi comme un levier de recomposition des rapports de pouvoir et des logiques d'acteurs dans les territoires (Van Dijck, Poell & de Waal, 2018). Elle agit à la fois comme canal d'expression collective, outil de mobilisation, et vecteur de légitimation des politiques publiques. En cela, elle invite à repenser les fondements mêmes de l'action publique territoriale à l'ère du numérique.

Pour éclairer ces dynamiques, plusieurs cadres conceptuels permettent de saisir les interactions complexes entre technologie, société et territoire. Ils offrent des perspectives complémentaires pour analyser comment l'influence numérique participe à la création de nouveaux espaces publics, à la redéfinition des processus décisionnels, à la structuration des réseaux d'acteurs et à la valorisation des ressources sociales et symboliques à l'échelle locale. C'est à travers cette lecture croisée que l'on peut appréhender de manière critique les implications théoriques et pratiques de la numérisation de l'influence dans les territoires contemporains.

3.2.La théorie de la gouvernance collaborative (Ansell & Gash, 2008)

La théorie de la gouvernance collaborative, telle que formulée par Ansell et Gash (2008), met en lumière l'importance des processus décisionnels collectifs impliquant une diversité d'acteurs publics, privés et citoyens dans la gestion des affaires publiques. Cette approche critique les modèles traditionnels de gouvernance hiérarchique en soulignant la nécessité d'un dialogue continu, d'une confiance mutuelle et d'une coopération structurée pour résoudre des problèmes complexes, notamment dans des contextes territoriaux où les enjeux sont multidimensionnels et impliquent des parties prenantes variées.

L'avènement des technologies numériques a favorisé l'émergence de dispositifs facilitant cette gouvernance collaborative, en rendant possible une interaction plus large, instantanée et décentralisée entre les acteurs concernés (Emerson, Nabatchi, & Balogh, 2012). Les outils numériques, tels que les plateformes de consultation en ligne, les réseaux sociaux publics et les applications de participation citoyenne, deviennent ainsi des instruments privilégiés pour instaurer un dialogue ouvert, recueillir des contributions diversifiées et construire des décisions partagées au niveau local (Nam, 2012).

Dans le cadre des territoires, la gouvernance collaborative numérique transforme la manière dont les collectivités territoriales exercent leur influence. Plutôt que d'adopter une posture uniquement descendante, elles facilitent désormais la co-construction des politiques publiques en intégrant activement les citoyens et les autres acteurs locaux dans les processus décisionnels (Bovaird & Löffler, 2016). Ce modèle favorise la transparence, accroît la légitimité des décisions publiques et améliore l'adaptabilité des politiques territoriales aux besoins réels des populations.

Ainsi, l'influence numérique ne se limite pas à la diffusion unilatérale d'informations, mais s'inscrit dans une dynamique interactive et collaborative qui reconfigure profondément les rapports de pouvoir territoriaux. La gouvernance collaborative, alimentée par les outils numériques, devient un levier stratégique pour la transformation des territoires, en encourageant une gestion plus participative, inclusive et réactive des enjeux locaux.

3.3.La théorie de l'acteur-réseau (Latour, Callon & Law)

La théorie de l'acteur-réseau (Actor-Network Theory, ANT), développée par Bruno Latour, Michel Callon et John Law, offre un cadre conceptuel novateur pour analyser les interactions complexes entre humains et non-humains dans la construction des phénomènes sociaux. Plutôt que de privilégier une approche centrée exclusivement sur les acteurs humains, cette théorie considère que les objets techniques, les infrastructures numériques, les dispositifs

algorithmiques et les acteurs humains forment un réseau hétérogène où chaque élément contribue à la production et à la stabilisation des réalités sociales (Latour, 2005; Callon, 1986). Dans le contexte de l'influence numérique territoriale, l'ANT permet de comprendre comment les plateformes numériques, les algorithmes de recommandation, les données territoriales, ainsi que les individus et institutions, s'articulent pour façonner les dynamiques locales. Cette approche met en évidence que l'influence ne relève pas d'un pouvoir exercé uniquement par des acteurs humains (collectivités, citoyens, entreprises), mais résulte d'une configuration dynamique et performative du réseau socio-technique (Akrich, Callon, & Latour, 2006).

L'ANT souligne aussi l'importance des processus de traduction, par lesquels les intérêts et les inscriptions techniques sont négociés, redéfinis et incorporés dans le réseau. Ces processus participent à la transformation des territoires en rendant possible l'intégration des innovations numériques dans les pratiques locales, tout en redéfinissant les relations de pouvoir et les modes d'action publique (Law, 1992). Ainsi, la théorie de l'acteur-réseau invite à considérer la transformation territoriale comme une co-construction où les technologies numériques jouent un rôle actif et non passif dans la reconfiguration des espaces et des collectifs.

3.4. La théorie du capital social numérique (Putnam, 2000 ; Wellman, 2001)

La théorie du capital social numérique s'inscrit dans la continuité des travaux classiques sur le capital social, notamment ceux de Putnam (2000), qui définissent ce concept comme l'ensemble des ressources sociales mobilisables par les individus et les groupes grâce à leurs réseaux de relations. Avec l'émergence des technologies numériques, cette notion a été adaptée pour tenir compte des nouvelles formes de connexions et d'interactions en ligne, donnant naissance au concept de capital social numérique (Ellison, Steinfield, & Lampe, 2007). Ce dernier désigne la capacité des acteurs à tirer parti des réseaux numériques pour renforcer la confiance, la coopération et la mobilisation collective.

Dans le contexte territorial, le capital social numérique joue un rôle clé dans la transformation des dynamiques locales, en facilitant la création et le maintien de communautés numériques actives autour d'enjeux publics (Wellman, 2001). Les plateformes numériques permettent aux citoyens, aux associations et aux institutions de partager des informations, de coordonner des actions et d'exercer une influence commune sur les politiques territoriales. Cette connectivité accrue favorise l'émergence d'un engagement civique renouvelé, contribuant ainsi à renforcer la cohésion sociale et la participation démocratique à l'échelle locale (Putnam, 2000).

L'influence numérique, en alimentant ce capital social, devient alors un levier pour la transformation territoriale, en soutenant des formes d'interaction plus horizontales et inclusives.

Elle favorise l'essor de réseaux collaboratifs capables d'impulser des innovations sociales, d'amplifier les voix marginalisées et de promouvoir des pratiques de gouvernance plus adaptatives et résilientes (van Dijk, 2012). Ainsi, la théorie du capital social numérique offre un cadre conceptuel essentiel pour comprendre comment les ressources relationnelles générées par les technologies digitales participent à la recomposition des territoires.

4. Méthodologie de recherche

La gouvernance territoriale 2.0, caractérisée par l'intégration des outils numériques dans les processus décisionnels et participatifs, constitue un champ d'étude encore peu exploré dans les contextes des pays en développement. L'objectif de cette recherche est d'évaluer, par une approche quantitative, l'impact des dispositifs d'influence numérique sur la transformation des pratiques de gouvernance territoriale, ainsi que leurs effets sur la participation citoyenne et l'image territoriale.

Afin de répondre à cet objectif, plusieurs hypothèses sont formulées. Il est supposé que l'utilisation accrue des outils numériques par les collectivités territoriales améliore la visibilité des territoires et facilite une participation plus active des citoyens aux processus décisionnels. Par ailleurs, il est envisagé que les stratégies d'influence numérique contribuent à renforcer la légitimité des politiques publiques locales et à valoriser l'image de marque territoriale. Ces hypothèses structurent l'analyse et permettent d'orienter la collecte et le traitement des données. La méthodologie adoptée repose sur l'administration d'un questionnaire structuré auprès d'un échantillon représentatif d'acteurs territoriaux. Cet échantillon comprend des élus locaux, des cadres administratifs, des responsables d'agences de développement régional, ainsi que des citoyens engagés dans les initiatives numériques du territoire étudié. Le choix de cet échantillon vise à recueillir une diversité de points de vue et à capturer la pluralité des perceptions et pratiques liées à la gouvernance numérique.

Le questionnaire est construit à partir d'une revue approfondie de la littérature et des modèles théoriques relatifs à la gouvernance collaborative, à l'influence numérique et à la participation citoyenne. Il intègre des échelles mesurant notamment l'usage des plateformes numériques, la fréquence et la qualité de la participation citoyenne, la perception de la transparence institutionnelle, ainsi que l'impact perçu sur l'attractivité territoriale.

L'analyse des données sera réalisée à l'aide de logiciels statistiques (tels que SPSS ou R), mobilisant des méthodes descriptives, corrélationnelles et multivariées, afin d'identifier les relations entre les variables et de tester les hypothèses formulées. Cette démarche quantitative

permettra de fournir des résultats généralisables et d'apporter un éclairage rigoureux sur les effets de la gouvernance territoriale 2.0 via l'influence numérique.

En choisissant une approche exclusivement quantitative, cette étude vise à objectiver les phénomènes observés, à quantifier les impacts des dispositifs numériques, et à offrir aux décideurs des indicateurs fiables pour orienter les stratégies de développement territorial à l'ère du numérique.

5. Résultats empiriques

Dans le cadre de cette recherche, l'analyse des données collectées à travers le questionnaire administré auprès des acteurs territoriaux permet de tester les hypothèses formulées autour de l'impact de l'influence numérique sur la gouvernance territoriale 2.0. Cette section présente de manière structurée les principaux résultats issus du traitement statistique des données, en mettant en évidence les relations significatives entre l'usage des outils numériques, la participation citoyenne, la légitimité perçue des politiques publiques, et l'image de marque territoriale. Les analyses ont été conduites à l'aide de méthodes descriptives, corrélationnelles et multivariées, afin d'identifier les tendances générales, les corrélations entre variables, ainsi que les facteurs explicatifs les plus déterminants. L'objectif est de fournir une lecture claire et rigoureuse des effets mesurables de l'influence numérique sur les dynamiques de gouvernance locale, dans un contexte marqué par la digitalisation croissante des processus décisionnels et participatifs. Les résultats présentés ci-après sont organisés selon les principaux axes de l'étude : (1) le niveau d'usage des technologies numériques par les collectivités, (2) la participation citoyenne via les dispositifs numériques, (3) la perception de la transparence et de la légitimité des actions publiques, et (4) l'attractivité et l'image de marque du territoire. Chaque section s'appuie sur des indicateurs chiffrés, des tests statistiques et des visualisations graphiques permettant d'interpréter les résultats de manière objective et argumentée.

Afin de tester les hypothèses formulées, un questionnaire structuré a été administré à un échantillon de 100 répondants. Cet échantillon comprend une diversité d'acteurs territoriaux, incluant des élus locaux, des cadres administratifs, des responsables d'agences de développement régional, ainsi que des citoyens engagés dans des initiatives numériques. Ce nombre a été jugé suffisant pour mener des analyses statistiques descriptives et corrélationnelles, tout en assurant une représentativité minimale des perceptions liées à la gouvernance territoriale 2.0.

Corrélations

			Fréquence d'usage des outils numériques	Visibilité perçue du territoire
Rho de Spearman	Fréquence d'usage des outils numériques	Coefficient de corrélation	1,000	,741**
		Sig. (bilatéral)	.	,000
		N	100	100
	Visibilité perçue du territoire	Coefficient de corrélation	,741**	1,000
		Sig. (bilatéral)	,000	.
		N	100	100

** La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

Figure 4 : Relation entre le nombre de campagnes numériques et l'image de marque du territoire

Source : SPSS

L'analyse de la relation entre la fréquence d'usage des outils numériques par les collectivités territoriales et la visibilité perçue du territoire a été effectuée à l'aide du test de corrélation de Spearman. Ce test est approprié dans la mesure où les deux variables impliquées sont de nature ordinale et que l'objectif est de mesurer l'intensité et la direction de leur association sans présupposer une distribution normale des données. Le résultat statistique obtenu indique un coefficient de corrélation $\rho = 0.741$, pour un niveau de signification $p = 0.000$. Ce niveau de signification extrêmement faible indique une probabilité quasi nulle que cette corrélation soit due au hasard dans l'échantillon observé. Le coefficient, quant à lui, exprime une corrélation positive forte, témoignant d'une progression conjointe des deux variables. Ainsi, une augmentation de la fréquence d'usage des outils numériques est systématiquement associée à une augmentation de la visibilité perçue du territoire par les répondants. Le nombre de cas valides inclus dans l'analyse est de 100, ce qui confère à l'analyse une robustesse statistique suffisante. L'ampleur de la corrélation observée traduit une relation structurée et cohérente, suggérant que les pratiques numériques déployées par les acteurs publics territoriaux s'accompagnent d'une reconnaissance accrue, sur le plan symbolique ou communicationnel, de leur territoire. Cette dynamique s'inscrit dans les logiques actuelles de gouvernance numérique, où la visibilité constitue un levier stratégique dans la mise en valeur de l'action publique locale.

Corrélations

			Fréquence d'usage des outils numériques	Participation via plateformes numériques
Rho de Spearman	Fréquence d'usage des outils numériques	Coefficient de corrélation	1,000	,723**
		Sig. (bilatéral)	.	,000
		N	100	100
	Participation via plateformes numériques	Coefficient de corrélation	,723**	1,000
		Sig. (bilatéral)	,000	.
		N	100	100

** . La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

Figure 2 : Relation entre la fréquence d'usage des outils numériques et la participation via plateformes numériques

Source : SPSS

L'analyse de la relation entre la fréquence d'usage des outils numériques par les collectivités territoriales et le niveau de participation citoyenne via les plateformes numériques a été menée à l'aide du test de corrélation de Spearman. Cette méthode est pertinente dans la mesure où elle permet d'évaluer la force et la direction d'une relation entre deux variables ordinales, sans exiger d'hypothèse de normalité. Les résultats montrent un coefficient de corrélation $\rho = 0.723$ entre la fréquence d'usage des outils numériques et la participation citoyenne, pour un niveau de signification $p = 0.000$. Ce coefficient indique une association positive forte, signalant que l'augmentation de la fréquence d'usage du numérique s'accompagne d'une augmentation de la participation citoyenne perçue via les dispositifs numériques. L'échantillon analysé comprend 100 répondants, ce qui garantit une stabilité des résultats et une puissance statistique adéquate. La significativité obtenue ($p < 0.01$) témoigne d'une relation robuste entre les deux variables, traduisant une dynamique de co-évolution entre l'usage des outils numériques institutionnels et l'engagement des citoyens dans les processus décisionnels médiés par ces outils. Ce résultat suggère une structuration progressive des pratiques participatives numériques, intégrées à la gouvernance locale.

Corrélations

			Nombre de campagnes numériques menées	Légitimité perçue des politiques publiques
Rho de Spearman	Nombre de campagnes numériques menées	Coefficient de corrélation	1,000	,865**
		Sig. (bilatéral)	.	,000
		N	100	100
	Légitimité perçue des politiques publiques	Coefficient de corrélation	,865**	1,000
		Sig. (bilatéral)	,000	.
		N	100	100

** . La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

Figure 3 : Relation entre le nombre de campagnes numériques et la légitimité perçue des politiques publiques

Source : SPSS

L'analyse de la relation entre le nombre de campagnes numériques menées par les collectivités territoriales et la légitimité perçue des politiques publiques a été réalisée à l'aide du test de corrélation de Spearman. Ce choix méthodologique repose sur la nature hétérogène des variables : une variable de type échelle (nb_campagne) et une variable ordinale (legit_pol). Le test de Spearman permet d'identifier l'existence d'une association monotone entre ces deux types de données. Les résultats indiquent un coefficient de corrélation $\rho = 0.865$, avec un niveau de significativité $p = 0.000$. Ce coefficient est particulièrement élevé, traduisant une relation positive très forte entre le nombre de campagnes numériques déployées par les collectivités et la perception de légitimité des politiques locales. Autrement dit, les répondants ayant observé une fréquence élevée d'initiatives numériques tendent à exprimer un niveau plus élevé de légitimité accordée à l'action publique. L'échantillon se compose de 100 observations, ce qui garantit une bonne puissance statistique. Le résultat met en évidence un lien structurant entre la communication numérique stratégique et la reconnaissance institutionnelle. La légitimité perçue apparaît ici comme sensible à la qualité, à la fréquence ou à la visibilité des dispositifs numériques utilisés pour relayer ou justifier les décisions publiques locales.

Corrélations

			Nombre de campagnes numériques menées	Image de marque du territoire
Rho de Spearman	Nombre de campagnes numériques menées	Coefficient de corrélation	1,000	,870**
		Sig. (bilatéral)	.	,000
		N	100	100
	Image de marque du territoire	Coefficient de corrélation	,870**	1,000
		Sig. (bilatéral)	,000	.
		N	100	100

** . La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

Figure 4 : Relation entre le nombre de campagnes numériques et l'image de marque du territoire

Source : SPSS

L'analyse de la relation entre le nombre de campagnes numériques menées par les collectivités territoriales et l'image de marque perçue du territoire a été réalisée à l'aide du test de corrélation de Spearman. Ce test s'avère approprié dans le cadre d'une relation entre une variable de type échelle (nb_campagne) et une variable ordinale (image_terr). Il permet de mesurer l'intensité et la direction de la relation monotone entre les deux dimensions. Les résultats obtenus montrent un coefficient de corrélation de Spearman $\rho = 0.870$, avec une significativité bilatérale de $p = 0.000$. Ce coefficient indique une corrélation positive extrêmement forte, mettant en évidence une association robuste entre l'intensité des stratégies de communication numérique et l'image de marque territoriale telle qu'elle est perçue par les répondants. L'échantillon analysé comprend 100 cas valides, garantissant une fiabilité statistique satisfaisante. Ce résultat révèle une tendance marquée : les collectivités ayant recours à un nombre plus élevé de campagnes numériques voient leur territoire perçu de manière plus valorisante. Cela suggère que les actions numériques engagées en faveur du branding territorial ont un effet mesurable sur la perception collective et contribuent à structurer une image positive, cohérente et différenciante du territoire.

Les analyses statistiques réalisées à partir des données recueillies auprès de 100 répondants permettent de valider l'ensemble des quatre hypothèses formulées dans le cadre de cette recherche. Les tests de corrélation de Spearman ont mis en évidence des relations significatives, positives et fortes entre les variables étudiées. Plus précisément, la fréquence d'usage des outils numériques par les collectivités territoriales est fortement associée à une amélioration perçue

de la visibilité territoriale et à une participation citoyenne accrue via les plateformes numériques. De plus, le nombre de campagnes numériques menées s'avère étroitement lié à la fois à la légitimité perçue des politiques publiques et à l'image de marque du territoire. Ces résultats traduisent la montée en puissance du numérique comme levier stratégique dans les dynamiques de gouvernance territoriale contemporaine. Ainsi, la section des résultats confirme empiriquement l'existence de corrélations structurantes entre les pratiques numériques institutionnelles et les dimensions symboliques, participatives et politiques de l'action publique locale.

Conclusion générale

Cet article s'est proposé d'examiner l'impact des stratégies numériques sur la gouvernance territoriale, en mettant l'accent sur quatre dimensions interdépendantes : la visibilité du territoire, la participation citoyenne, la légitimité des politiques publiques et l'image de marque territoriale. À travers une démarche empirique fondée sur l'analyse des perceptions d'acteurs territoriaux, l'étude a permis d'explorer la manière dont les outils numériques façonnent les pratiques de gouvernance à l'échelle locale. Les résultats obtenus révèlent l'existence de corrélations fortes et significatives entre les usages numériques des collectivités et des indicateurs clés de performance publique locale. D'une part, la fréquence d'usage des outils numériques est positivement liée à la visibilité du territoire et à l'engagement participatif des citoyens via des plateformes numériques. D'autre part, les stratégies d'influence numérique, mesurées par le nombre de campagnes menées, sont fortement associées à la légitimité perçue de l'action publique et à la valorisation de l'image du territoire. Ces résultats confirment le rôle structurant que jouent les technologies numériques non seulement comme instruments de communication, mais aussi comme leviers d'influence symbolique, politique et sociale dans les territoires.

Au-delà de la confirmation des hypothèses de recherche, cette étude souligne l'émergence d'un modèle de gouvernance territoriale « augmentée » par le numérique. Ce modèle repose sur une articulation renforcée entre visibilité, participation et légitimation, dans un contexte où les collectivités cherchent à se positionner de manière proactive face aux enjeux d'attractivité, de transparence et d'inclusion. Il devient alors essentiel, pour les décideurs publics, d'intégrer les outils numériques dans une stratégie globale, cohérente et inclusive, qui valorise à la fois l'identité territoriale et les capacités d'agir des citoyens. Toutefois, cette recherche présente certaines limites, notamment liées à la nature déclarative des données et à la diversité des contextes territoriaux étudiés. Des recherches futures pourraient approfondir ces résultats en

mobilisant des approches qualitatives, comparatives ou longitudinales, afin de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre et d'accompagner l'élaboration de politiques numériques territoriales plus efficaces et ancrées dans les réalités locales.

Références

- Ansell, C., & Gash, A. (2008). Collaborative governance in theory and practice. *Journal of Public Administration Research and Theory*, 18(4), 543–571.
- Bannister, F., & Connolly, R. (2014). ICT, public values and transformative government: A framework and programme for research. *Government Information Quarterly*, 31(1), 119–128.
- Belkziz, Y. (2020). Gouvernance numérique locale et innovation managériale dans les collectivités territoriales marocaines. *Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement*, 163, 25–43.
- Bertrand, F., & Chalifour, L. (2021). Gouvernance participative et nouveau démocratique local. *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 87(2), 207–226.
- Bouilloud, J.-P., & Deslandes, G. (2015). Le storytelling dans les organisations: Enjeux éthiques et managériaux. *Revue Française de Gestion*, 41(254), 105–120.
- Bruns, A. (2008). *Blogs, Wikipedia, Second Life, and beyond: From production to produsage*. Peter Lang.
- Callon, M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction: La domestication des coquilles Saint-Jacques. *L'Année Sociologique*, 36, 169–208.
- Castells, M. (2015). *La société en réseaux*. Fayard.
- Criado, J. I., Sandoval-Almazan, R., & Gil-Garcia, J. R. (2013). Government innovation through social media. *Government Information Quarterly*, 30(4), 319–326.
- Dupont, J., & Martin, P. (2020). Gouverner les territoires à l'ère numérique : entre rationalisation et innovation. *Politiques et Management Public*, 37(1), 35–52.
- Durand, G. (2021). Les nouvelles approches de la gouvernance urbaine : vers une ville inclusive et résiliente. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 120, 75–89.
- Emerson, K., Nabatchi, T., & Balogh, S. (2012). An integrative framework for collaborative governance. *Journal of Public Administration Research and Theory*, 22(1), 1–29.

- Ellison, N. B., Steinfield, C., & Lampe, C. (2007). The benefits of Facebook “friends:” Social capital and college students’ use of online social network sites. *Journal of Computer-Mediated Communication*, 12(4), 1143–1168.
- Gillespie, T. (2014). The relevance of algorithms. In T. Gillespie, P. Boczkowski & K. Foot (Eds.), *Media Technologies* (pp. 167–194). MIT Press.
- Habermas, J. (1962). *L’espace public*. Payot.
- Healey, P. (1997). *Collaborative planning: Shaping places in fragmented societies*. Macmillan.
- Kaplan, A. M., & Haenlein, M. (2010). Users of the world, unite! The challenges and opportunities of social media. *Business Horizons*, 53(1), 59–68.
- Klein, J.-L., & Dupuis, J. P. (2020). La transition écologique des territoires. *Revue Développement Durable et Territoires*, 11(3), 1–17.
- Latour, B. (2005). *Reassembling the social: An introduction to actor-network-theory*. Oxford University Press.
- Law, J. (1992). Notes on the theory of the actor-network: Ordering, strategy, and heterogeneity. *Systems Practice*, 5(4), 379–393.
- Lévy, J., & Lussault, M. (2013). *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés* (2e éd.). Belin.
- Meijer, A., & Bolívar, M. P. R. (2016). Governing the smart city: A review of the literature on smart urban governance. *International Review of Administrative Sciences*, 82(2), 392–408.
- Mergel, I. (2016). Agile innovation management in government: A research agenda. *Government Information Quarterly*, 33(3), 516–523.
- Margetts, H., & Dunleavy, P. (2013). The second wave of digital-era governance: A quasi-paradigm for government on the Web. *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, 371(1987), 20120382.
- Rhodes, R. A. W. (1996). The new governance: Governing without government. *Political Studies*, 44(4), 652–667.